

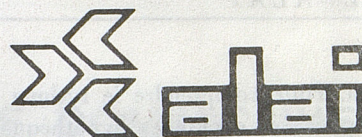


CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMÉRIQUE LATINE
U.E.R. D'ÉCONOMIE POLITIQUE

cial



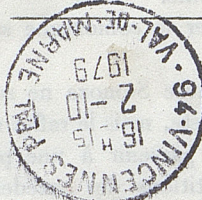
BI-MENSUEL
Prix au Numéro 5FF



AGENCE LATINO-AMÉRICAINNE D'INFORMATION
1224 STE-CATHERINE O. 403 - TEL.: (514) 861-0756
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

Bul. N.° 16 - année I

31 août 1979



NICARAGUA: LES DEUX OPTIONS

Le débat sur la signification de l'expérience nicaraguayenne et sur les chemins qui s'ouvrent pour le Nicaragua, à partir de l'installation du gouvernement de Reconstruction Nationale, commence à figurer au centre des préoccupations des organisations politiques latino-américaines.

Jusqu'à cette date, les analyses émises à travers les manifestes, les déclarations et les proclamations, tendent à réduire l'expérience nicaraguayenne à un élément principal, en laissant de côté ou en ignorant les autres. Ainsi par exemple, on insiste à détacher les vertues du jeu complexe des alliances qui a permis de construire un bloque anti-somoziste avec la participation d'amples secteurs politiques et sociaux, pour légitimer ou consolider une politique d'unité avec les secteurs de la bourgeoisie. Une autre vision prétend la synthèse du processus nicaraguayen dans l'exaltation d'un moyen de lutte : l'action armée.

D'autres organisations, au contraire, ont essayé de récupérer la diversité et la richesse du processus nicaraguayen en situant avec précision la scène et les acteurs du drame historique. On trouve dans ce cas l'exposé présenté par Rafael Taveras, Noyau Communiste des Travailleurs, et Rafael Sang, Mouvement de Libération Nationale (CONECATO), dans la table ronde organisée par le Comité de Solidarité avec le Nicaragua et l'Amérique Centrale qui s'est tenu à Saint Domingue (République Dominicaine) le 14 juillet 79. Dans ce document, on dit, après avoir signalé qu'au Nicaragua « ce n'est pas simplement la liquidation d'une tyrannie sanglante et génocide, mais aussi la chute bruyante d'une structure économique sociale, hégémonisée par le capital international », ce qui est en jeu.

Le plus important de la structure économique de cette nation centre-américaine, c'est qu'elle présente en son sommet une vingtaine de familles qui contrôlent les mécanismes fondamentaux de l'économie ; parmi, et au-dessus d'elles, se trouve, l'impérialisme nord-américain. A sa base, les différentes couches des paysans sont présents, importants contingents des ouvriers agricoles, produit de l'immense développement capitaliste dans l'agriculture, dans les cultures comme celles du café et de la banane, du café et de la canne à sucre.

Le prolétariat manufacturier fait aussi partie de cette base, de même que celui des mines et de la construction. toutes ces couches et ces classes exploitées sont le résultat

du développement économique capitaliste du pays, caractérisé par la croissance et la consolidation des grandes propriétés de l'expansion du pouvoir impérialiste dans la zone centre-américaine.

L'économie de ces pays dépend essentiellement de la production agricole, laquelle est orientée vers l'exportation, le coton étant le principal produit, suivi par le café, le sucre et la viande ; ces produits sont obtenus sur la base de l'exploitation capitaliste des grandes propriétés terriennes. Cette situation explique l'importance de la propriété agricole dans la formation sociale du Nicaragua et explique aussi pourquoi le Front sandiniste extrait du prolétariat agricole le gros de son armée.

ROLE DE L'IMPERIALISME DANS LA FORMATION SOCIALE DU NICARAGUA

La croissance économique du Nicaragua, sous l'orientation de l'impérialisme, a produit à l'intérieur du pays non seulement une amplification des inégalités parmi les classes, mais aussi sur le plan géographique, il a confiné le développement capitaliste à des zones déterminées du pays en y laissant d'autres stagnantes. C'est cela qui explique la montée de la résistance dans des zones plus que dans d'autres.

De plus, il a nationalisé les industries, ce qui se révèle non seulement par les capitaux investis directement par les nord-américains, mais aussi dans la dépendance technologique et matérielle.

D'autre part, la présence du capitaux nord-américains constitue une saignée, qui, chaque année qui passe, augmentent les bénéfices qui sortent vers l'extérieur.

Ainsi, dans la période qui va de l'année 1972 à 1976 selon ce concept, 273 millions de dollars sont sortis du pays. Cette saignée constitue un poids énorme pour la balance commerciale du pays, car pas même dans les moments des prix les plus hauts pour ses produits d'exportation, n'est-elle parvenue à surmonter le déficit, qui de 1973 à 1978 additionne négativement 424 millions de dollars.

La conséquence de cela, c'est que les liens impérialistes de l'économie se reflètent aussi dans la dette externe, en calculant pour 1978 que celle-ci s'élevait à mille millions de dollars, chiffre proche à celui de notre pays, qui représente un peu plus du double de la population du Ni-

LOP 9801

caragua. Pour comprendre le rythme vertigineux par lequel les classes exploitées hypothèquent le pays, les statistiques révèlent que de 1973 à 1978, la dette a augmenté de 237%, et que les paiements des intérêts et les amortissements s'élèvent à 44 millions de dollars en 1973 à 148 millions en 1978.

D'après un rapport d'entreprises étrangères radicalisées dans le pays, qui comprend 58 entreprises importantes, 47 étaient nord-américaines.

Devant la crise énergétique par suite de l'augmentation des prix du pétrole, 30 compagnies nord-américaines ont reçu des concessions d'exploitation de pétrole et de gaz naturel sur la côte et sur la plateforme marine ; elles y ont investi 40 millions de dollars environ.

GROUPES BOURGEOIS LOCAUX

A l'intérieur de ce contexte hégémonique créé par l'impérialisme nord-américain, la bourgeoisie nicaraguayenne s'est développée et consolidée à l'intérieur des limites que lui permet son association-subordination avec le capital nord-américain. Le trait caractéristique de cette bourgeoisie, est que ses composants proviennent des oligarchies traditionnelles, originaires de l'étape coloniale. La bourgeoisie se regroupe autour de trois pôles qui sont le groupe de la Banque du Nicaragua (BANIC), celui de la Banque d'Amérique (BANAMERICA) et celui de Somoza, qui se concentre dans la Banque de l'Amérique Centrale. Il existe d'autres groupes mineurs qui sont celui de l'Amérique Centrale d'Épargne et de Prêts S.A. (CAPSA) et celui de la Corporation Franco-américaine de Finances (FRANCOFIN).

Il est évident que les associations d'intérêts avec le capital nord-américain constituent un composant essentiel dans la structure de ces groupes.

LES EXPRESSIONS POLITIQUES DE L'OPOSITION

Avec le développement croissant des forces productives et la socialisation accélérée des processus de travail, au milieu de l'internationalisation du capital, il n'est déjà plus possible de penser à l'établissement de bourgeoisies proprement nationales, dans le sens où elles revendiquent pour elles-mêmes le marché interne ; elles essaient d'établir des barrières à la pénétration d'autres capitaux, et c'est pourquoi, dans le meilleur des cas, ces bourgeoisies ne pourraient-elles pas faire abstraction de la dépendance technologique et financière à laquelle elles devront recourir afin de cimenter et élargir leur base.

Cette impossibilité n'est pas seulement fille de la faiblesse de nos bourgeoisies, mais surtout, de l'immense développement des forces productives.

Cette affirmation n'amène pas la bourgeoisie, dite nationale, à méconnaître la renonciation de chaque fraction bourgeoise, et à imposer sa prédominance sur les autres.

Au Nicaragua, cette lutte interbourgeoise a été extrê-

mement aigüe, étant donné la monopolisation, qui à travers l'État, s'est réservée le groupe somoziste. Entre l'insurrection de septembre de l'an passé et l'offensive finale qui se développe actuellement, les forces bourgeoises ont tenté, avec le soutien direct de l'impérialisme, de parvenir à substituer la chambre de Somoza, afin de préserver de cette façon les structures fondamentales de l'État, en changeant simplement quelques éléments.

C'était le vieux rêve de préserver le somozisme sans Somoza.

Les contradictions de ce genre avec Somoza ne sont donc pas filles d'un intérêt nationaliste, mais le reflet des combats entre des bourgeois pour parvenir à une plus grande participation dans les répartitions des excédents de la production nicaraguayenne.

Le fait que le Front Sandiniste profite de ces contradictions et intègre un ample mouvement anti-somoziste, correspond avec les meilleures lignes stratégiques de la guerre révolutionnaire.

C'est donc à cause des limites du programme anti-somoziste uniquement, que l'on ne peut pas établir la nature politique du Front. Si on le faisait, ce serait méconnaître la situation particulière de la formation sociale, non seulement à son niveau interne, mais surtout, au niveau international, tel que la position concrète du Nicaragua.

Ce qui est désisif et le plus important, c'est que le Front Sandiniste a désarticulé le bloc dominant et détruit les appareils fondamentaux de son État. Tout cela en même temps qu'il construisait, avec la participation directe du peuple, la nouvelle alliance historique qui prétend liquider les bases matérielles du somozisme, affirmer la souveraineté de sa nation, stabiliser les principales aires de l'économie, en garantissant les libertés publiques et l'indépendance nationale.

La dynamique que cette situation génère ne peut avoir qu'un seul des deux résultats : réorganisation du capitalisme avec de nouvelles formes de domination capitaliste, ou au contraire, l'étatisation progressive de l'économie sous le contrôle des masses populaires, lesquelles ont trouvé dans le Front Sandiniste de Libération l'avant-garde politique qui les a menés à la prise du pouvoir. Et ce deuxième chemin a un nom : socialisme.

Il semble que la meilleure caractéristique des tâches du mouvement révolutionnaire soit celle qui apparaît à la fin du travail « Impérialisme et Dictature ». Jaime Whellock Ramon s'exprime ainsi :

« Le mouvement révolutionnaire se doit, dans les circonstances présentes, de conjuguer les luttes populaires, dirigées contre l'ennemi immédiat, d'être l'avant-garde du prolétariat et en même temps de représenter les intérêts des autres classes exploitées. Après 18 ans de luttes constantes, le mouvement révolutionnaire déjà consolidé et sur un chemin sûr, se prépare pour asséner les coups définitifs et ne plus permettre que la dictature et les exploités se lèvent à nouveau. 21 septembre 1974 ».

Comme on peut le voir, les perspectives d'un processus peuvent être inscrites explicitement ou non. C'est pour-

HAITI ET REPUBLIQUE DOMINICAINE

UN AUTRE SCANDALE A NE PAS TAIRE : DES RESERVES D'ESCLAVES EN REPUBLIQUE DOMINICAINE

par Serge GILLES, réfugié politique haïtien résidant en France - Directeur du Centre International d'Etudiants et de Réfugiés CIMADE.

Toute une série de scandales

En 1937, le dictateur dominicain Raphael Leonidas Trujillo a fait froidement massacrer en l'espace d'une semaine dans 65 localités, 40.000 coupeurs de canne haïtiens en République Dominicaine. L'affaire provoqua quelques remous. Les gouvernants haïtiens de l'époque allant jusqu'à négliger de soulever ne serait-ce que des protestations de principe en ont profité pour se faire monnayer. Et Trujillo n'eut qu'à verser 750.000 dollars

d'indemnisation qui ne sont jamais parvenus aux familles des victimes. L'incident était clos : il ne s'agissait que de 40.000 paysans pauvres et analphabètes. Les classes dirigeantes haïtiennes d'alors, fraîchement sorties du sérail de l'occupation américaine, ne pouvaient s'en émouvoir car leurs anciens maîtres les avaient habitués à traiter de la sorte les paysans haïtiens. Ces derniers, pourtant, avaient été pratiquement les seuls à tenir la dragée haute à l'oc-

quoi il est nécessaire de connaître les faits qui configurent chaque processus. Ce qui est décisif, c'est la réalité, non pas les mots.

CONCLUSION

En analysant le processus nicaraguayen, on ne peut démarrer du concept dogmatique et traditionnel — prédominant en nous, les dominicains révolutionnaires — de voir le marxisme comme une recette universelle. De voir les processus sociaux standardisés. De croire que la lutte de classe se développe sur des lignes uniformes et identiques partout.

Nous devons aussi nous efforcer à rechercher les perspectives des processus politiques, simplement dans la logique des discours qui tentent de refléter ces processus et non pas dans l'objectivité matérielle concrète avec laquelle ceux-ci se développent.

Ainsi donc, ce que nous devrions faire en premier, pour parler de la lutte politique au Nicaragua et de ses perspectives, c'est d'étudier ce processus et de ne pas l'étudier du dehors comme si nous étions des spectateurs, sinon, depuis l'intérieur. Ceci est dû à ce que le mouvement révolutionnaire fait partie des composants de la corrélation des forces présentes dans le conflit nicaraguayen. En nous concevant comme, faisant partie de la corrélation de force du conflit nicaraguayen, c'est comprendre que ce que nous voulons qu'il se passe au Nicaragua, doit être obtenu par les forces révolutionnaires qui y agissent, mais avec notre participation solidaire.

Le fait que le gouvernement dominicain ne se prête pas à des manœuvres sombres, et ne se mette pas non plus

au service de la politique impérialiste au Nicaragua, dépend en grande partie de nous autres. Le fait que les nicaraguayens n'aient pas de grands empêchements quant aux ressources matérielles, dépend de ce que nous-autres, de même que tous les peuples de l'Amérique latine, maintenons constamment notre appui matériel renouvelé au Front.

Nous devons aussi tenir compte des limites de ce que nous a appris le processus nicaraguayen.

Le Nicaragua n'est ni Cuba ni la République Dominicaine, bien que nous compartissions une histoire commune dans les deux zones. De la même manière, si nous ne sommes pas en 1959, nous ne sommes pas non plus en 1965.

Cela nous mène à savoir qui est nécessaire pour liquider la domination impérialiste, car dans un sens, il existe aussi de semblables difficultés.

Parmi les choses favorables, se trouvent la crise générale du capitalisme, la détérioration de l'hégémonie nord-américaine, la résurgence d'autres pôles capitalistes dans la zone, et, d'autre part, le développement croissant de la solidarité avec le FSLN.

Parmi les difficultés, on recontre, au contraire, le fait que nos ennemis savent qu'à cette époque, derrière l'anti-impérialisme se trouve l'anticapitalisme et d'autant plus lorsque la base sociale de l'armée de libération nicaraguayenne est constituée d'ouvriers et de paysans. Il ont une expérience accumulée par les plus grandes résistances militaires ininterrompues sur tout le continent américain, spécialement dans un zone aussi fragile politiquement comme l'est l'Amérique centrale.

Fragilité qui n'a pas besoin d'être expliquée entre nous.

cupant sous la conduite respective des premiers anti-impérialistes latino-américains, Josaphat Jean Joseph et Charlemagne Peralte en 1915 et 1918.

Plus près de nous, en 1963, sous prétexte de mater un foyer de guérilla où s'exerçaient dit-on des pratiques sauvages, la police dominicaine a massacré dans un petit village frontalier dénommé Palma Sola, plus de 300 paysans haïtiens. Cela fait quatre ans, Bernardino, un ancien chef trujilliste, en bon propriétaire d'esclaves, prenait pour cibles, comme à l'exercice, 30 travailleurs haïtiens sur sa plantation de canne à sucre. Comme il fallait s'y attendre, M. Bernardino n'a même pas été inquiété. Casser du nègre, ce n'est pas un bien grand crime. N'est-il pas vrai que Joaquin Balaguer, prédécesseur d'Antonio Guzman à la présidence de la République Dominicaine a eu à écrire en 1947 (1) que la race noire «est par nature indolente et n'applique ses efforts à aucun objet utile sauf si c'est nécessaire à sa propre subsistance».

Tout récemment, le 22 Mai 1979, avant la rencontre entre les présidents Guzman et Duvalier, le «Listin Diario» publiait un article du Dr José B. Gauthier dans lequel ce dernier réclamait des mesures énergiques contre la présence des travailleurs haïtiens porteurs de tares et de vices dangereux pour les dominicains.

Ce ne sont pas les exemples de ce genre qui manqueraient si l'on voulait présenter une anthologie du racisme anti-haïtien en République Dominicaine.

Poursuivons dans la série de scandales, en 1977, «El Nacional», quotidien dominicain rapportait que des fonds affectés au paiement des salaires des braceros haïtiens (2) avaient été bloqués par le gouvernement de Balaguer parce que les autorités haïtiennes ne s'étaient pas acquittées d'une dette de plus de 2 millions de dollars contractée auprès d'une firme américaine pour achat d'hélicoptères et d'armes de guerre.

Il est évident que nos infortunés compatriotes émigrés n'avaient rien à voir ni de près ni de loin à cette ténébreuse affaire. N'est-on pas en droit de considérer comme des esclaves des gens à qui l'on peut porter atteinte dans leurs moyens de subsistance, avec un tel mépris, une telle inhumanité ?

Esclavage ? Une réalité

Rien d'étonnant pour nous qu'aujourd'hui, la société anti-esclavagiste de Londres parle d'esclavage en République Dominicaine, elle ne fait que révéler un vieux scandale : il y a là-bas des bantoustans à la dominicaine, de vraies réserves d'esclaves. Cette société de Londres a le mérite d'avoir réussi à pousser les mass-media à faire connaître ces choses que des patriotes haïtiens dénoncent depuis longtemps.

De nos jours, les autorités dominicaines qui se disent démocrates et libérales voient rouge et piaffent chaque fois qu'on évoque dans la presse ou sur la place publique les conditions de vie infra-humaines que connaissent les

coupeurs de canne haïtiens en République Dominicaine. A tous les coups, elles s'empressent de se cacher derrière les clauses de la convention signée par les gouvernements dominicain et haïtien en 1977 et actualisée dans la forme par Guzman et Duvalier en Octobre 1978. Effectivement, toutes les dispositions sont prises dans les termes de ces accords pour cacher la dure réalité qui vivent ces nouveaux serfs, dans les bantoustans dominicains connus sous le nom de bateys. On y parle d'avantages sociaux, d'assurances accidents, de repos hebdomadaire et même de prime de fin d'année.

Avant de voir comment les choses se passent dans la réalité, relevons quand même quelques contre-vérités dans les termes du contrat actualisé et signé le 14 octobre dernier par les autorités dominicaines et haïtiennes. Il y est dit que le CEA (Conseil d'Etat du Sucre), organisme dominicain s'engage à verser à l'ouvrier agricole haïtien, le même salaire qu'à son homologue dominicain. Rien n'est plus inexact, car selon le même contrat le «bracero» haïtien ne reçoit que 1 peso 35 par tonne de canne coupée alors que le salaire minimum par jour du travailleur dominicain est officiellement fixé à 3 peso 50. Quand on sait qu'il faut 10 heures à un travailleur moyen pour abattre une tonne de canne à sucre, on arrive à la conclusion que la paye journalière du travailleur dominicain vaut plus que le double de celle du bracero haïtien. Mieux, cette année, les conditions de travail ont été rendues encore plus draconiennes car tout se déroule constamment sous l'œil vigilant d'un commandeur recruté et payé pour que tout se passe sans bavure, ni protestation : 75 inspecteurs et 15 superviseurs choisis par l'ambassadeur haïtien en République Dominicaine et grassement rétribués par le CEA font office de commandeurs. Le salaire mensuel des premiers a été fixé à 200 pesos et celui des seconds à 350 pesos. En termes clairs un superviseur reçoit 12 fois plus qu'un travailleur haïtien. Et ne parlons pas de tout ce que pudiquement nous appellerons avantages sociaux. Voilà pour l'éventail des salaires entre un bracero haïtien, un travailleur dominicain et un superviseur. Il va de 1 à 12. Si on devait appliquer cette logique implacable en France, elle donnerait un salaire mensuel minimum de 24.000 F à un contre-maître pour 2.000 F versés aux ouvriers recevant le salaire minimum de croissance (SMIC).

Quant au mode de vie, faisons remarquer que la coupe de canne en République Dominicaine est assurée essentiellement par le bracero haïtien. Ceci depuis 1915, date qui correspond à celle de l'occupation militaire d'Haïti par les américains et à celle de l'installation dans la partie Est de l'île d'usines sucrières à capital cubain, italien et, plus puissamment, américain. Depuis cette époque, on apprend et enseigne au travailleur et au peuple dominicains que la coupe de la canne est un «sale boulot», une affaire pour sale nègre haïtien. Donc le travailleur dominicain n'en veut pas. Il est dressé contre ce genre d'activités. Evoluant dans une ambiance imprégnée du racisme véhiculé par les discours des classes dominantes, le coupeur de canne haïtien analphabète et qui n'a pas le droit de se syndiquer

ni de former sa propre organisation de défense ne peut être que la proie de toutes sortes d'injustices. Quand il présente la canne coupée au comptoir de la compagnie, en général, l'argent qu'on lui donne ne correspond pas à la quantité livrée car la balance est truquée. Comme il ne peut pas distinguer les chiffres et s'exprime difficilement en espagnol il n'a qu'à encaisser le coup. Le plus souvent, il n'est pas payé en espèces sonnantes mais en bons de la compagnie qu'il doit garder afin de recevoir l'équivalent monétaire à la fin de chaque quinzaine ou de chaque semaine. Comme il est toujours pressé par la faim, il ne peut pas attendre ce délai et est obligé de vendre ces bons à des spéculateurs moyennant une perte de 3 à 10%. Contentons-nous de mentionner aussi les boutiquiers du coin et les vendeurs de loteries qui tous, connaissent l'ignorance et le dénuement de ces hommes sans défense et en profitent largement.

Pour la majorité des 280.000 coupeurs de canne haïtiens en République Dominicaine dans le meilleur des cas, le logement n'est qu'une pièce de 3 mètres sur 5, dépourvue d'eau, d'électricité et recouverte de paille; toute une famille est obligée de s'y entasser car le père ne peut pas se payer le luxe de louer une maison décente. Il n'en a pas les moyens. Dans ces bantoustans dominicains, il est courant que les pères de famille invitent leurs filles à se prostituer dans l'espoir qu'elles pourront se nourrir et se vêtir. Les garçons dès l'âge de 10 ans commencent à travailler.

Sans eau courante, sans électricité, sans hôpital et sans école, un batey compte entre 125 et 200 personnes. On en trouve 2000 à travers la République Dominicaine. A 90% ils sont habités par des Haïtiens. Dans des conditions aussi déplorables, il s'est pas étonnant que toutes les maladies soient au rendez-vous : malnutrition, syphilis (très courante), paludisme, parasitoses intestinales, tuberculose, typhoïde. En quelques mots les bateys sont des bouillons de culture. On ne possède pas le chiffre exact du taux de mortalité. Tout laisse à croire qu'il doit être très élevé. Quant à la natalité, rapportons que dès l'âge de 16 ans, la jeune fille est mère ou s'apprête à l'être. La contraception étant inconnue la moyenne d'enfants par femme va de 7 à 9. Un homme peut avoir 2 à 3 femmes. La polygamie et la promiscuité sont de rigueur. Il n'est pas rare de trouver une jeune femme de 34-35 ans grand-mère d'un gosse de 1 à 2 ans. Selon toutes apparences, la mortalité infantile est de loin plus lourde qu'en Haïti où le taux est pourtant l'un des plus élevés du monde. Les enfants jusqu'à un âge très avancé circulent tout nus et rarissimes sont les familles qui peuvent tenter d'envoyer leurs rejetons à l'école. D'ailleurs, répétons-le, il n'y a pas d'école pour eux.

S'agissant des conditions de travail puisqu'on en parle dans la convention de 1966 et dans le contrat d'embauche de 1978, notons que les doigts coupés, les manchots sont légion dans les bateys. Sans grand risque de nous tromper nous pensons que 2 travailleurs sur 20 sont victimes d'accident de travail. Les témoignages tout à fait récents ne manquent pas sur la condition de bracero haïtien en Répu-

blique Dominicaine. Par exemple, ceux de M. Georges Casalis, professeur à la faculté de théologie protestante de France, de M. André Jacques, secrétaire de la section française de la Ligue des Droits des Peuples, de Mme. Geneviève Camus, membre du Bureau des Droits de l'homme à la Cimade, de Mme. Pascaline Perron, membre du Conseil de la Cimade qui tous ont visité les bateys entre mai et août 1979. M. Georges Casalis, en mai, et Mme. Pascaline Perron, en août ont vu chacun mourir de faim un coupeur de canne haïtien. Toutes ces personnes que nous mentionnons ici n'ont aucune hésitation devant les mots servage, esclavage.

Pour une commission d'enquête représentative

Les informations publiées ne rendent compte que du quart de la réalité dans les bateys et les ingenios où végètent 280.000 parias haïtiens livrés pieds et poings liés par les négriers haïtiens aux sucriers dominicains. Cependant, ces derniers vont crier au mensonge et lancer des démentis empressés comme ils viennent de le faire à la suite de la publication de quelques passages du rapport de la société anti-esclavagiste de Londres sur les conditions de vie des Haïtiens en République Dominicaine. Le vice-amiral Ramon Emilio Jimenez, actuel ministre des affaires étrangères de la République Dominicaine, qui est, il faut y penser, un ancien trujilliste, un ancien ministre du dictateur Balaguer, a publié le 21 août un communiqué pour s'inscrire en faux contre le rapport de la société. Certaines ambassades dominicaines en Europe et en Amérique du Nord ont fait chorus. Très certainement un point hypersensible a été touché. Tel qu'il est considéré et tel qu'il est exploité en République Dominicaine, le travailleur haïtien est nécessaire à l'industrie sucrière donc à l'économie de ce pays. Non pas, comme on serait tenté de le croire à première vue, parce que les Haïtiens fournissent une main-d'œuvre spécialement abondante et bon marché — la République Dominicaine est un pays sous-développé où la force de travail est aussi abondante et bon marché — mais parce que l'énorme masse d'illégaux haïtiens dont ne cherche pas trop à diminuer le nombre et même les ouvriers embauchés sous contrat dans les conditions décrites plus haut, permettent aux sucriers dominicains de disposer d'un vaste contingent de travailleurs qu'ils peuvent sustraire aux lois économiques normalement en vigueur dans le pays.

Voilà pourquoi parler d'esclavage ne relève pas de la formule choc de propagande ni de la réaction sentimentale d'humanistes scandalisés mais plutôt d'une constatation froide et lucide. Les autorités dominicaines qui ont évidemment quelque chose à cacher ne se contentent pas de démentis affolés, elles pratiquent l'arbitraire le plus total pour empêcher que des patriotes haïtiens ne voient de près les bateys. Plusieurs Haïtiens en effet se sont vus récemment refuser un visa leur permettant un bref séjour en République Dominicaine. Mieux, le 6 juillet dernier, Félix Alexandre ex-officier de l'infanterie haïtienne, en exil aux Etats-Unis depuis 1963, s'est vu refuser l'entrée

en République Dominicaine alors qu'il avait bel et bien obtenu son visa à l'ambassade de ce pays aux Etats-Unis. Au début du mois d'Août, notre compatriote, Yona Sorel, étudiante à Paris a été victime du même procédé alors qu'elle aussi était munie de son visa pris au consulat dominicain à Miami. Cette jeune fille fut traitée avec la révoltante grossièreté dont seule la graine de tontons-macoutes a le secret. Après une nuit en prison, elle fut refoulée. Le 9 Août, le professeur Guy Gilbert, patriote haïtien, anti-duvalériste connu résidant à Montréal a été purement et simplement arrêté à sa descente d'avion à l'aéroport international de Santo Domingo. Voilà comment il rapporte l'incident dans une lettre adressée au président Guzman le 10 Août : «Le 7 Août 1979, j'ai obtenu un visa d'entrée en République Dominicaine, délivré par le Consulat Général de votre pays à New-York : visa de visiteur valable pour la période allant du 7 Août au 7 septembre 1979.

Le 9 Août 1979, vers 5 h p.m., j'ai débarqué à l'aéroport international de Santo Domingo, du vol 919 d'Eastern Airlines, en provenance de San Juan, Puerto Rico. Quinze minutes plus tard, un agent de l'Immigration dominicaine, après avoir vérifiée mon passeport (et constaté la présence de mon visa d'entrée) me fit savoir que j'étais frappé d'une interdiction d'entrée en République Dominicaine. Il me demanda si j'avais déjà séjourné en Dominicaine, question à laquelle je répondis naturellement par la négative, puisque c'est la première fois que je venais dans ce pays. Après quoi, il me conduisit à une pièce attenante au hall d'entrée de l'aéroport. Là, j'ai été interrogé, en espagnol, par plusieurs hommes en civil, dont l'un feuilletant ce qui m'a semblé être un volumineux dossier» Etes-vous membre d'un parti politique ? », «Avez-vous été dans l'armée ? », «N'aimez-vous pas Duvalier ?»,... voilà quelques unes des questions qui m'ont été posées.

Après cet interrogatoire, j'ai été informé une fois de plus, qu'il m'était interdit d'entrer en République Dominicaine.

En dépit de mes demandes réitérées, personne n'a voulu me dire concernant le motif de cette interdiction ou les accusations qui auraient pu l'expliquer... »

Même les progressistes étrangers sympathisants de la lutte du peuple haïtien contre la tyrannie duvalériste ne sont pas autorisés à entrer à Santo Domingo. Gérald BLONCOURT, journaliste et photographe, Français et ami de la cause haïtienne a été arrêté à l'aéroport de Santo Domingo le samedi 17 juillet dernier. Il s'est vu refuser l'accès à ce pays sous le prétexte d'être un «révolutionnaire haïtien camouflé».

Les différents interrogatoires ont eu lieu sous l'œil vigilant de tontons-macoutes haïtiens. N'est-ce pas suffisamment parlant ?

Pour Duvalier, les fils de Toussaint Louverture et de Jean Jacques Dessalines sont bons à vendre. Pour les gouvernants dominicain qui achètent, l'Haïtien est à massacrer, exploiter comme esclave ou à refouler si les deux autres possibilités n'existent pas. Alors, intérêts liés, autorités dominicaines et haïtiennes s'entraident avec sincérité.

Pour nous, répétons-le, le gouvernement dominicain essaie de cacher les choses. Sinon qu'il cesse de lancer des démentis et qu'il invite une commission représentative et comprenant des patriotes haïtiens à faire une tournée de quinze jours dans les bateys.

Paris, ce 23 Août 1979

S.G.

NOTES

- (1) Balaguer Joaquin : «La realidad Dominicana, Semblanza de un país y de un régimen», Imprimerie Ferrari Hermanos, Buenos Aires, 1947, pag. 7
- (2) dans ce contexte, coupeurs de canne.
- (3) 1 peso = 1 dollar américain au cours officiel.



Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France : Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger : Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US Dlls. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de C.I.A.L. N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - De France. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent être adressées au siège d'ALAI à Montréal.

Directeur de publication : Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur : 001. N° Imprimeur : A001.